

**OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE
POUR LE DÉVELOPPEMENT :**

Que fait la Belgique ?

par Denis Stokkink

pour la Fondation pour la Solidarité

Novembre 2004

Objectifs du Millénaire pour le développement.

Que fait la Belgique ?

Il y a moins d'une minute, 11 enfants viennent de mourir des suites de la faim. Demain matin, ils seront 16.000 à nous avoir quitté. 400.000 d'ici les fêtes de fin d'année. Bienvenue dans le monde réel. C'est face à ce même constat et à l'occasion de la plus grande réunion de chefs d'État et de gouvernement jamais convoquée, que le XXI^{ème} siècle s'est ouvert sur une déclaration de solidarité sans précédent, affirmant la ferme volonté de débarrasser la planète de la pauvreté et évoquant un monde uni autour de valeurs communes et s'employant avec une ardeur renouvelée à offrir un niveau de vie décent à tout homme, femme et enfant.

En adoptant cette déclaration¹, les dirigeants du monde entier se sont engagés à tenter ensemble d'éradiquer la pauvreté, défendre la dignité humaine et l'égalité, parvenir à la paix, à la démocratie et assurer la durabilité des ressources environnementales. Pour y parvenir, ces mêmes dirigeants ont promis de s'allier pour remplir des objectifs concrets – les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) – de nature à réduire la pauvreté de moitié au plus tard en 2015 et avancer significativement sur la voie d'un développement global durable.

À l'heure où l'Organisation des Nations Unies se prépare en vue de l'examen quinquennal de la Déclaration du Millénaire, prévu pour fin 2005, il est grand temps de se pencher sur ce que la Belgique a déjà entrepris, compte et pourrait entreprendre encore pour remplir sa part du contrat. À ces questions cruciales, la Commission spéciale Mondialisation du Sénat est en passe d'apporter des réponses très concrètes assorties d'une série de recommandations adressées au Gouvernement, aux députés et aux sénateurs fédéraux ainsi qu'à l'ensemble des acteurs de la vie socio-économique dont les activités peuvent avoir un impact positif en terme de solidarité internationale. Un pavé dans la marre ? Peut-être. En tout cas, un appel déterminé au redoublement des efforts entrepris jusqu'ici tant par la Belgique que par l'ensemble des partenaires de l'Union européenne et du reste du monde.

Dans le cadre de ses travaux, la Commission Mondialisation a eu l'occasion d'analyser les derniers rapports en la matière et d'auditionner quelques personnalités de premier plan, dont Armand De Decker, Ministre de la Coopération au développement ; Madame Martine Van Dooren, Directrice générale de la DGCD ; Monsieur Johan Vanderpluim, diplomate belge auprès des Nations Unies en charge de la coordination des OMD pour la Belgique ; Madame Marie Noel Vaeza, « senior program advisor » du bureau de liaison du PNUD ; Madame Evelyne Herfkens, Coordinatrice exécutive du Secrétaire général de l'ONU pour la campagne des OMD ; Monsieur Kamran Kousari, Coordonnateur spécial pour l'Afrique au sein de la Division de la Mondialisation et des Stratégies de développement de la CNUCED ; ainsi que des représentants d'entreprises, de syndicats et d'ONG².

Au-delà des statistiques et des chiffres parfois divergents quant au nombre de personnes vivant avec moins de un dollar par jour ou susceptibles d'être considérées comme vivant en situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté, tous sont d'accord sur un point : au train où vont les choses, la plupart des objectifs du Millénaire ne seront pas atteints en 2015. Pour ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, la pauvreté a des chances d'être éradiquée de moitié à l'horizon... 2147. La mortalité des enfants, aux environs de 2165 ! Des chiffres avancés notamment par Jeffrey Sachs, Conseiller spécial pour les OMD auprès du Secrétaire général des Nations Unies et confirmés par la Banque mondiale elle-

¹Déclaration du Millénaire : Résolution 55/2 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

² Organisations Non Gouvernementales

même qui reconnaît comme une absolue nécessité, l'augmentation de l'aide annuelle au développement de 50 milliards de dollars jusqu'en 2015 si nous voulons rencontrer les OMD pour cette date.

Entre-temps, les minutes filent, les mois et les années passent. Depuis la signature de la Déclaration du Millénaire pour le développement, le nombre d'enfants morts de faim s'élève à près de 60 millions. Certains des objectifs ont, c'est vrai, une chance d'être rencontrés dans certaines régions du globe. C'est par exemple le cas pour ce qui concerne la scolarisation au niveau du primaire dans certaines régions d'Asie ou d'Amérique du sud. Souvent cités en exemple, l'Inde et la Chine sont également sur la bonne voie pour rencontrer une série des objectifs fixés en 2000. Les « bons résultats » enregistrés ça et là méritent toutefois d'être nuancés, du fait notamment de l'énorme fossé qui sépare bien souvent plusieurs régions ou plusieurs couches de la population d'un même pays, en terme de développement. Un développement inégal, clairement visible pour peu que l'on interroge les statistiques en tenant compte de l'aspect géographique ou de la dimension de genre notamment.

Quelque 54 pays sont aujourd'hui plus pauvres qu'en 1990. Dans 21 pays, une proportion plus importante de la population souffre de la faim. Dans 14, les enfants sont plus nombreux aujourd'hui à mourir avant l'âge de cinq ans. Dans 12, les inscriptions dans l'enseignement primaire reculent. Dans 34, l'espérance de vie décline.

Face à l'inégalité et la lenteur de la mise en œuvre des OMD, face aussi à l'écart immense séparant les engagements politiques de la réalité des ressources disponibles pour le financement du développement, Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil ; a initié la création d'une déclaration conjointe d'action contre la faim et la pauvreté³, signée avec ses homologues français, Jacques Chirac et chilien, Ricardo Lagos ainsi que Kofi Annan, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Rejoints par le Premier Ministre espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, les signataires de cette déclaration ont mis sur pied un groupe technique chargé de réfléchir à différentes propositions de sources innovantes de financement de l'aide au développement permettant d'accroître significativement les ressources qui lui sont aujourd'hui allouées et d'examiner des mécanismes propres à orienter efficacement ces éventuelles ressources additionnelles vers un fonds spécial de lutte contre la faim et la pauvreté, sous le contrôle des institutions multilatérales appropriées. Un tel fonds devrait répondre, en priorité, aux besoins les plus urgents dans le domaine de l'éradication de la faim, sous l'égide des Nations Unies réformées.

Parmi les différentes propositions de financement alternatif élaborées par le groupe technique et publiées en septembre 2004, sont évoqués une série d'instruments innovants qui tous sont techniquement réalisables et bénéficient de l'autorité scientifique nécessaire à leur prise en compte sérieuse. Parmi eux, la taxation du commerce des armes ; la facilité de financement internationale (mécanisme qui permettrait de procéder au déboursement de l'aide par anticipation, grâce à un dispositif d'emprunt garanti par les Etats participants) ; l'utilisation des droits de tirage spéciaux (DTS) ; l'amélioration de la transparence dans les transactions financières ; la lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux ; l'accroissement des bénéfices découlant des envois de fonds des travailleurs immigrés ; les contributions financières au moyen de cartes de crédit ou encore le soutien à l'investissement socialement responsable ou aux « fonds éthiques ».

Le rapport fait également la part belle à la taxation des transactions financières, mieux connue sous le nom de Taxe Tobin. Une taxe que la Belgique est le seul pays au monde à avoir voté récemment, avec le soutien actif de la Commission Mondialisation du sénat. Les minutes filent, les mois et les

³ Déclaration de Genève, 30 janvier 2004

années passent mais la Banque centrale européenne vient de juger bon d'émettre un avis négatif concernant cette loi pourtant de plus en plus clairement soutenue par une majorité de citoyennes et de citoyens d'Europe et du monde.

Afin de renforcer la Belgique dans son combat pour une globalisation plus juste et plus humaine j'en appelle donc à toutes les forces progressistes pour la soutenir dans sa recherche d'alliances fortes avec l'ensemble des États membres de l'Union européenne et des pays du monde susceptibles de venir grossir les rangs de celles et ceux qui ont décidé de s'engager concrètement et sans plus tarder sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire.

Parce que les minutes filent, les mois et les années passent, j'en appelle également au Gouvernement belge pour qu'il rejoigne l'alliance créée à l'initiative du président brésilien. De l'avis de toutes les organisations internationales, il est absolument nécessaire et urgent de conclure un partenariat réellement planétaire pour mobiliser la volonté politique et le soutien financier, impliquer les gouvernements, le système des Nations Unies et les institutions financières, réorienter les priorités et les politiques de développement et renforcer les capacités, en associant à cette initiative des acteurs de la société civile et du secteur privé.

L'omniprésence de la faim, les inégalités sociologiques entre hommes et femmes, la dégradation de l'environnement, ou encore le manque d'instruction, de services de santé et d'eau potable ne sont pas inéluctables. Le monde compte davantage de ressources et de savoir-faire et est mieux armé que jamais pour parvenir à un développement global durable. Encore faut-il qu'il s'agisse là d'une véritable priorité. Non pas un de ces vœux pieux auxquels les organisations internationales nous ont habitués, mais un programme politique mondial clair et concrètement mis en œuvre au niveau national. Les Objectifs du millénaire peuvent être ce programme mondial. Ils forment un ensemble de jalons pour la mesure des avancées, à partir desquels les pauvres du monde entier pourront demander des comptes aux décideurs politiques du monde entier. J'en appelle donc également à toutes les forces progressistes pour nous aider à faire en sorte que ces objectifs deviennent une véritable réalité nationale. Ce n'est que si les populations de chacun des pays signataires de la déclaration du millénaire se mobilisent et exercent une pression que les dirigeants seront davantage susceptibles d'engager les actions nécessaires.

La manifestation de haut niveau qui aura lieu en 2005 ne doit pas se contenter d'un simple bilan. Elle doit servir à insuffler une énergie nouvelle dans cette grande oeuvre du Millénaire. La Belgique est en mesure d'y contribuer positivement. L'Europe aussi. Elles le doivent. Parce que les minutes filent, les mois et les années passent.